

ERIC DÉNÉCÉ, DIRECTEUR DU CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT, À CRÉSUS :

« Près d'un millier de djihadistes sont engagés dans la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan »

Le directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement, Eric Denece, explique, dans cet entretien, aux lecteurs du Crésus, les motivations et enjeux de la guerre opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il met en garde contre la tentative de faire de cette guerre politico militaire une guerre religieuse et dénonce la mobilisation de terroristes de Daech pour la guerre.

Entretien réalisé par Abdelhamid T.

Crésus : Pourriez-vous nous éclairer davantage sur l'actuel conflit militaire au Haut-Karabakh ?

Eric Dénécé : Le Haut-Karabakh (également dénommé Artsakh) est un territoire arménien depuis l'antiquité, en témoignent les nombreuses églises et monuments civils illustrant l'occupation ancestrale de la région.

Il a toujours existé une forte inimitié entre les Arméniens et les Azéris. En 1905-1906, des guerres éclatent entre les deux peuples. En 1915, des dirigeants nationalistes azéris participent au processus qui conduit à l'extermination des Arméniens de l'Empire ottoman ; et en 1918 des massacres ont lieu à Bakou, dans le Karabakh et dans le Nakhitchevan (province frontalière de la Turquie), territoire historiquement arménien qui se voit alors vidé de sa population.

En 1921, le Haut-Karabakh se voit rattaché arbitrairement par Staline à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, afin de maintenir de « bonnes relations » avec la Turquie de Mustapha Kemal, alors même que sa population est à 94% arménienne.

Les Arméniens du Haut-Karabakh vont alors faire l'objet de discriminations multiples de la part des Azerbaïdjanais, qui vont jusqu'à interdire leurs liens avec la République socialiste soviétique d'Arménie voisine. Une véritable politique de « désarménisation » de la région est mise en place par les autorités de Bakou. En février 1988, les Azéris massacrent des populations arméniennes dans plusieurs villes du pays, poussant près de 400 000 Arméniens d'Azerbaïdjan à fuir vers l'Arménie et vers Moscou.

S'ensuit alors un conflit ouvert entre les deux camps. Dans un premier temps (1988-1991), l'URSS soutient l'Azerbaïdjan, les Arméniens connaissant alors une situation difficile. Puis, le rapport de forces s'inverse dans un second temps (1991-1994), les volontaires arméniens infligent de nombreux revers à une armée azérie sous-équipée et très mal commandée, malgré la présence dans ses rangs de moudjahidines afghans et de combattants tchéchènes de Chamil Basaïev. Les succès militaires arméniens sont tels que l'Azerbaïdjan implore un cessez-le-feu en 1994.

Depuis cette date, des négociations entre les deux pays ont été ouvertes, sous la supervision du Groupe de Minsk, mais n'ont jamais débouché, car deux principes juridiques s'opposent : le droit des peuples à l'autodétermination (Haut-Karabakh)



versus le respect de l'intégrité territoriale (Azerbaïdjan).

Mais au-delà des logiques juridiques, l'enjeu du conflit actuel est aussi la légitime revendication du peuple arménien à vivre en sécurité sur la terre qui a toujours été la sienne, contre les vellétés expansionnistes panturques de Bakou et d'Ankara, jadis responsables d'un génocide à son encontre.

Quels intérêts auraient la Turquie et Israël dans l'éclatement de la guerre opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Israël n'y a aucun intérêt particulier. Ses relations avec l'Azerbaïdjan sont importantes pour lui parce qu'il vend des armes à Bakou avec qui il a signé un partenariat énergétique. De plus, les services de renseignements israéliens utilisent le territoire azerbaïdjanais pour surveiller l'Iran. Mais le conflit actuel n'a pas d'impact significatif sur la rivalité israélo-iranienne.

La Turquie cherche à renouer avec sa « grandeur perdue » et avec son passé ottoman. Erdogan conduit donc une politique de panturquisme très active et s'est immédiatement rangé derrière son allié azéri, qu'il encourage à reprendre « ses terres occupées », qualifiant l'Arménie de « plus grande menace pour la paix et la stabilité dans la région ». Dans cette affaire, la Turquie est la seule puissance à ne pas appeler à un cessez-le-feu entre les belligérants. Au contraire même Ankara soutient militairement l'agression azerbaïdjanaise contre les Arméniens du Haut-Karabakh : envoi d'avions de combat, de conseillers militaires et de membres de sa société militaire privée (la SADAT).

En encourageant et soutenant l'Azerbaïdjan dans ce conflit, le président turc pense qu'il peut remporter une victoire facile et populaire contre les Arméniens du Haut-Karabakh. En effet, il connaît une importante chute de popularité dans son pays. Par ailleurs, ses actions internationales ne sont guère couronnées de succès. Il a vainement tenté de piéger la Russie à Idlib, puis en Libye. Et il vient d'être « bloqué » dans ses visées expansionnistes en Méditerranée orientale : l'Union européenne a fait front contre lui et la France a renforcé sa présence navale dans la zone et

Il a toujours existé une forte inimitié entre les Arméniens et les Azéris. En 1905-1906, des guerres éclatent entre les deux peuples. En 1915, des dirigeants nationalistes azéris participent au processus qui conduit à l'extermination des Arméniens de l'Empire ottoman ; et en 1918 des massacres ont lieu à Bakou, dans le Karabakh et dans le Nakhitchevan (province azérie frontalière de la Turquie), territoire historiquement arménien qui se voit alors vidé de sa population.

vendu des Rafales à la Grèce, le contraignant à faire machine arrière. C'est pourquoi une victoire Turco-azérie contre les Arméniens redorerait son blason.

L'Iran est-il visé par la guerre en cours ?

Non, en aucun cas. La seule crainte de l'Iran est de voir les combats déborder sur son territoire. Toutefois, en cas d'embrassement régional, Téhéran ne pourra rester sans réagir car l'Iran est un allié de l'Arménie. Rappelons qu'il y a une importante minorité arménienne en Iran, qui envoie des députés au Parlement. Une forte composante azérie est également présente dans le nord-ouest du pays.

Quelles conséquences sur la région ?

Tant que la Turquie ne s'engage pas davantage dans le conflit actuel, les risques d'embrassement régional demeurent limités. Mais une participation plus active d'An-

kara aux affrontements – notamment une agression directe contre l'Arménie – ne manquerait pas de provoquer des réactions de Moscou et de Téhéran, avec un risque d'escalade aux conséquences imprévisibles.

Par quoi est expliquée l'inaction de l'Occident ?

Les Occidentaux sont assez discrets – voire absents – sur ce dossier, mis à part la France, qui s'oppose frontalement à la Turquie depuis les événements de Libye et de Méditerranée occidentale. Paris a ainsi dénoncé l'envoi par Erdogan de djihadistes au Haut-Karabakh. Quant aux États-Unis, ils veillent à ne pas trop critiquer la Turquie afin qu'elle ne quitte pas l'OTAN. Les Allemands, dont les liens économiques sont très forts avec Ankara, sont également très silencieux. Tout cela n'est pas très glorieux, car il convient de ne pas oublier qu'un génocide a eu lieu en 1915 et que des pogroms anti-arméniens se sont encore produits au début des années 1990.

L'OSDH parle de mercenaires et radicaux dépêchés par la Turquie pour participer aux combats et Ankara dément. Ce scénario est-il plausible ?

L'OSDH n'est pas une source fiable, car très proche des Frères musulmans. Mais cette information est en effet confirmée par la présidence française, l'International Crisis Group de Bruxelles et de nombreux observateurs.

Des combattants islamistes sont arrivés de Libye, envoyés par Erdogan et transportés dans des avions de ligne turcs. Il s'agit de djihadistes liés à Daech que la Turquie a précédemment soutenu contre le régime de Bachar El-Assad en Syrie, puis contre les forces du maréchal Haftar en Libye. Leur transfert a commencé avant la mi-septembre, ce qui confirme que l'Azerbaïdjan préparait une opération militaire contre le Haut-Karabakh depuis plusieurs semaines. Pour le moment, leur nombre est estimé entre plusieurs centaines et un millier.

Ainsi, Erdogan instrumentalise une nouvelle fois des djihadistes à son profit, transformant l'affrontement politico-militaire en une guerre religieuse.